

# AZF-SNPE, le nucléaire, Golfech...

Toulouse, avril 2002, sept mois après l'explosion des 300 tonnes de nitrate d'ammonium de l'usine AZF, en pleines élections présidentielle et législatives. Le chef du gouvernement, le candidat Lionel Jospin, dans son dernier livre nous donne enfin une réponse claire sur l'avenir de la Société nationale des poudres et explosifs (Snpe), indirectement sur l'avenir du site chimique et sur l'avenir de la population de l'agglomération : "... (la fermeture définitive) mettrait en cause la dissuasion nucléaire parce que la Snpe fabrique non seulement des carburants pour Ariane (la fusée) mais aussi pour nos missiles stratégiques et tactiques..." Cette production serait donc vitale pour l'image et la puissance de la France, pour la Défense nationale et européenne... Le discours du Parti Socialiste et de la gauche au gouvernement ne change pas, militariste, nucléariste, identique à celui de la droite. En matière d'intégrité du territoire, c'est la politique d'union nationale qui prévaut.



Suite à l'explosion du 21 septembre 2001, les activités du pôle chimique — AZF, Snpe et ses filiales Tolochimie, Isochem et Raisio (client et locataire de Snpe installé sur le site) — ont été suspendues sur décision du préfet de région Hubert Fournier.

La thèse de l'accident paraît la plus crédible mais les causes exactes de l'explosion ne sont toujours pas connues. Les pouvoirs publics n'ont pas tiré les enseignements des premiers jours suivant l'explosion (situation gérée au coup par coup, défaut de confinement, informations publiques incohérentes, secours dépassés...) et ne peuvent apporter aucune réponse satisfaisante en cas de nouvel accident. Seuls la chance et le hasard ont fait que la catastrophe reste ainsi limitée (pas de fuite de gaz toxiques). Les bilans économiques et sanitaires sont loin d'être définitifs... Malgré cela, l'État voudrait autoriser le redémarrage d'une partie des activités industrielles sur le même site : les entreprises Raisio et Isochem (classée Seveso).

Total Fina ELF qui souhaitait, déjà avant l'explosion, se désinvestir de certaines de ses activités chimiques, vient d'annoncer la fermeture définitive de l'usine AZF. Par contre, le gouvernement, en décembre 2001, a demandé à la direction de la Snpe de lui fournir un plan de redémarrage sécurisé ne faisant pas courir de risques aux toulousains.

La Snpe envisage aujourd'hui une réouverture partielle, environ 30% de ses activités avec le recours à une production à flux tendu pour éviter le stockage massif des produits et réduire ainsi les périmètres de risque (la dose létale est fixée à 10 km autour du site). Cette solution est reconnue bien plus risquée à cause du nombre plus élevé de transports en ville et de manipulations des toxiques. Le facteur humain étant la cause principale des incidents. Cette reprise à flux tendu est également envisagée pour la production et la distribution du phosgène.

La Snpe est une usine beaucoup plus dangereuse qu'AZF, elle est beaucoup plus inquiétante : à cause des risques potentiels engendrés par la fabrication et l'utilisation de produits extrêmement toxiques (phosgène, chlore...) et à cause des retombées mortelles de sa production sur les populations civiles. Rappelons que ce groupe national qui a pour seul véritable actionnaire l'État est avant tout une entreprise qui fabrique des armes. Une partie de sa production est classée secret défense, hors de portée de l'appréciation populaire. A Toulouse, depuis peu, une bonne partie de son chiffre d'affaires se faisait dans la chimie fine. C'est pour cette chimie fine que le gaz mortel phosgène (réactif chimique) est produit et fourni à ses clients extérieurs et à ceux sur le site (Tolochimie, Isochem, Raisio...).

La réouverture du site chimique, la conservation de sa production ici ou ailleurs est dépendante de la course aux profits et des intérêts de la nation. Le lobby militaro-industriel et l'État voudraient rouvrir le site chimique dans sa totalité parce que la production de carburant seule n'est pas rentable et que la Snpe n'est viable économiquement que dans sa totalité, incluant la production de phosgène et autres matières nuisibles. En matière de défense, l'État envisage toujours le recours à la peur, la prise en otage des populations et à la folie meurtrière des armes nucléaires.

Les affaires auraient pu continuer tranquillement s'il n'y avait eu cette affreuse matinée de septembre. Cette explosion a tué des dizaines de personnes (officiellement 30), blessé et traumatisé grièvement des milliers d'autres. Elle nous a plongés, d'un coup, dans la réalité d'une ville bombardée avec tout ce qu'implique ce cataclysme humain. En réponse, l'État n'a fait que gérer une situation de crise en évitant principalement tout risque de turbulence sociale. De manière générale, l'ampleur de la catastrophe n'a pas été prise en compte, au contraire les conséquences réelles sur l'habitant ont été et sont toujours minimisées. Les responsables : Total et les pouvoirs publics s'en sortent

particulièrement bien, personne n'est encore inculpé. Les autorités en place avant l'explosion ont sous-évalué volontairement la dangerosité du site, ne pratiquant aucun contrôle réel sur la sécurité des activités et le stockage des produits, elles ont donné les permis d'extension de l'activité augmentant de fait la production et l'aggravation des risques, elles ont trafiqué les périmètres de sécurité permettant ainsi le développement des constructions autour des usines. Ce sont les mêmes autorités qui voudraient imposer aujourd'hui le redémarrage du site chimique dans la ville.

### Des ressemblances frappantes.

L'explosion d'AZF doit être décrite à sa juste valeur et en aucun cas ne doit être mise sur la même échelle qu'une catastrophe nucléaire de type Tchernobyl. Pourtant en bien des points elle nous en rapproche. Après avoir vécu ce qui s'est passé à Toulouse, on sait que le pire arrivera en cas d'accident majeur nucléaire alors que les dégâts seront beaucoup moins apparents et les conséquences directes impalpables. Une chape de plomb de désinformation s'abattra sur l'ensemble du territoire, cachant la réalité et la vérité sous le mensonge officiel : tout va bien, vous n'êtes pas en danger, l'État contrôle la situation.

Les gestionnaires de crise sont rodés. Les conséquences de la catastrophe seront plus qu'amoindries parce qu'ingérables, politiquement, économiquement et humainement. Avec le temps, une fois dilué dans l'actualité, l'événement pourra alors être traité d'exagération. C'est un peu ce qui se passe ici. Les traumatismes sont enfouis sous divers tranquillisants, les fenêtres sont remplacées, les bâtiments reconstruits, les blessures pansées, les handicaps cachés. Le deuil passé, il ne restera plus qu'à atténuer le souvenir de l'explosion.

Depuis AZF, des voix officielles déclarent à la presse que : " si les usines chimiques étaient aussi bien surveillées que les centrales nucléaires, un tel accident n'aurait pas eu lieu ". Qu'est-ce qui poussent les nucléocrates à vanter ainsi les mérites du dieu atomique ? Ont-ils encore besoin de nous (de se) rassurer en nous déversant leur bible sur la sécurité des centrales nucléaires ? Malheureusement nous connaissons la réalité de la sécurité en question, la réduction des coûts de production (sous-traitance et intérimaires déqualifiés), l'état psychologique des travailleurs et les nombreux incidents journaliers dans les centrales qui peuvent déboucher sur une catastrophe... Une catastrophe inévitable aux causes imprévisibles. Nous connaissons aussi les "aléas" des rejets radioactifs des centrales dites en fonctionnement normal... Nous connaissons l'augmentation des leucémies aux alentours des centrales, les cancers de la thyroïde dans l'ensemble de la population...

Les responsables politiques ne veulent toujours pas envisager sérieusement le risque d'accident nucléaire comme ils n'avaient pas prévu l'explosion hors site à AZF. La gestion de la "crise toulousaine" est pourtant une répétition (radioactivité mise à part et toute échelle respectée) de la gestion d'une catastrophe nucléaire.

En premier, c'est le sacrifice d'une partie de la population qui apparaît comme une conséquence inévitable de ce genre de situation. Ainsi, si la fuite de gaz toxique avait eu lieu (rupture instantanée d'une cuve ou d'un wagon de chlore ou de phosgène), le confinement de la population après la destruction des barrières de sécurité (les vitres à cette occasion) aurait été inopérant. Un peu comme le confinement qui n'a pas eu lieu lors du passage du nuage de Tchernobyl ou comme les pastilles d'iode qui devraient être distribuées lors de la prochaine excursion nucléaire (explosion d'un cœur de réacteur). Le nuage provoqué par l'explosion à Toulouse était bien moins toxique mais tout aussi réel. En fait il n'a pas été analysé ni même suivi à la trace par les services publics compétents. Quelles retombées dans l'environnement ? Nous sommes devant le mensonge par omission.

Après l'explosion toulousaine le risque zéro n'existait pas, au contraire, tous les systèmes de sécurité étaient hors d'état de fonctionner. Devant la possibilité d'un sur-accident, les autorités ont fait le choix d'abandonner potentiellement la population plutôt que d'organiser l'évacuation. C'était un vendredi, l'agglomération (environ 600 000 h) aurait peut-être pu se vider si cela avait été préparé avant et décidé. Réaliser une évacuation est-ce techniquement possible ? La décréter, c'était reconnaître la réalité du risque, la gravité du danger. Or, malgré la non-explication de l'explosion, les 4000 tonnes d'ammonitrate restantes, les 46 000 tonnes de nitrocellulose, le chlore, les tonnes de phosgène et les systèmes de sécurité détruits... Les autorités ont caché les risques et ramené la population à la vie "normale", au travail. Comme à Tchernobyl où les autorités locales, avec l'aide des experts européens de l'Agence Internationale à l'Energie Atomique, ont augmenté les taux de radioactivité admissibles, évitant ainsi l'évacuation de populations entières. Plusieurs millions de personnes vivent aujourd'hui en zone irradiée.



A Toulouse la militarisation des zones sensibles à été immédiate, bien avant les secours. Les renforts de l'armée ont servi à la surveillance de la population dite "sensible". Les médias ont joué sur la peur en parlant de pillages (14 interpellations) alors que les gens avaient tout juste du mal à reprendre leur esprit. Le bouclage des cités rentre dans le même ordre des choses que les cercles concentriques qui seront tracés après la catastrophe nucléaire. Les secours et le tri des blessés ont été effectuéé par les services sanitaires et les cellules de crise qui ont principalement fait un recensement de la population touchée et des dégâts. Bien sûr des soins ont été apportés et un peu d'argent distribué préventivement au désordre. Aujourd'hui alors que des actions de prévention devraient être engagées (suivi ORL, suivi psychologique... particulièrement chez les enfants), rien ou presque rien n'est fait. Demain on apprendra que tout un tas de moyens ont été détournés vers des intérêts particuliers.



Si l'on se réfère à l'histoire, on s'aperçoit que le développement de l'industrie chimique a été influencé par les besoins guerriers. On mesurait à l'époque la force d'une nation au nombre de tonnes de nitrate produit qui servait indifféremment comme engrais ou comme explosif. De même, l'énergie nucléaire s'est développée prioritairement dans des buts guerriers, même si aujourd'hui les puissances nucléaires sont aussi de grandes productrices d'énergie électronucléaire. Dans l'industrie, la production "civile" est intrinsèquement liée à la production militaire, au point qu'il est très difficile de faire la différence entre l'une et l'autre.

Si l'on compte sur la démocratie parlementaire, on voit que les choix industriels technologiques issus de l'application des sciences (chimie, physique nucléaire...) n'ont jamais été faits après un réel débat de société, une appréciation des enjeux et une concertation à la base. Aucun vote, aucun référendum sur les orientations de la politique industrielle et militaire. Jamais, avant sa mise sur le marché, l'utilité sociale et les conséquences environnementales d'un produit n'ont prévalu sur le pouvoir et les bénéfices monétaires qu'il pouvait engendrer.

Si l'on scrute les appareils politiques, syndicaux, patronaux, les médias, et leur implication pour faire accepter l'inacceptable, on voit clairement la similitude entre deux situations industrielles potentiellement catastrophiques.

Retour en 1981, à la veille des élections présidentielle et législatives, plusieurs dirigeants du Parti Socialiste (dont Jean Glavany, l'un des bras droits de François Mitterrand, aujourd'hui chef de campagne de Lionel Jospin) font miroiter ou affirment qu'un certain nombre de centrales nucléaires dont Golfech en Tarn-et-Garonne (voir le livre "Golfech, le nucléaire..." édition Cras, 1999), ne seront pas construites. Le Conseil Général de Tarn-et-Garonne, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, le Parti Socialiste local se prononcent toujours contre l'implantation d'une centrale dans la région. Beaucoup pensent la fin du nucléaire arrivée.

La gauche PS, PC, MRG se hisse au pouvoir après vingt cinq ans de gouvernements à droite et revient immédiatement sur ses promesses (pléonasme). A part l'arrêt du projet de centrale à Plogoff, seule la construction de cinq sites est gelée pendant quatre mois. En fait les chantiers continuent. A Golfech, peu d'élus se battent pour la fermeture définitive, la plupart retournent leur veste. Qui retrouve t-on alors pour demander le redémarrage immédiat et organiser des manifestations ? Le patronat bien-sûr, réuni dans les chambres de commerce et de l'industrie, le Cnfp (Medef de l'époque), le Parti Communiste et la droite... mais surtout, en première ligne, les cadres, l'intersyndicale CGT-FO des entreprises concernées réclamant le maintien des activités et des emplois. On assiste alors, comme aujourd'hui, au pire des chantages mettant en jeu la vie de toute une population contre la survie d'une caste de salariés esclaves des nucléocrates. On retrouve les mêmes organisations, les mêmes courants de pensée qui défendaient hier le redémarrage des travaux de la centrale nucléaire de Golfech et qui exigent aujourd'hui le redémarrage du site chimique.

En 1989, avant la mise en service de la centrale, la Commission Locale d'Information (organe de concertation regroupant élus des collectivités, industriels, État et associations) avait demandé des conditions préalables au démarrage. Ces conditions de transparence et de sécurité furent prises en compte et la mise en service de la centrale s'est effectuée sans trop de troubles sociaux. C'est exactement ce qui se passe avec le site chimique et surtout la Snpe. Le gouvernement demande plus de transparence et plus de sécurité et espère endormir les populations concernées. La différence, c'est que les toulousains ont vécu l'explosion et ne croient pas un instant aux belles paroles. Pourtant cela ne les amènent pas à exprimer fortement et massivement leur refus. Les 10 000 manifestants le 23 mars 2002 à Toulouse contre le redémarrage du site chimique auraient-ils fait reculer la prise de décision s'il n'y avait pas eu l'enjeu des futures élections ? Si la mobilisation en reste là, elle ne réussira pas à fermer le site définitivement.

En Tarn-et-Garonne le pouvoir politique et économique est toujours influencé par la famille Baylet (Radical de gauche) qui détient aussi le quotidien La Dépêche du Midi. Dans l'opposition jusqu'en 1981, les Baylet avec leur journal s'étaient prononcés contre l'implantation de la centrale nucléaire à Golfech. Soucieux de la raison d'État et des subsides d'EDF, avec les collectivités locales et pratiquement tous les élus, ils reviendront sur leur engagement. Nous vivons aujourd'hui avec Golfech, un risque supplémentaire de catastrophe nucléaire

## **EDF en rêve...**

### **AZF l'a fait !**



Avant l'explosion. La Dépêche (unique quotidien en Midi-Pyrénées) banalisait les risques provenant du site (voir brochure "Les idées courtes... la mémoire aussi." édition Cras, octobre 2001)

Aujourd'hui, c'est le même journal qui gère et diffuse l'information locale sur l'après-explosion et sur l'avenir du site chimique toulousain. Menant d'abord un travail d'investigation, déclamant sur l'horreur et l'inacceptable, les rédacteurs du journal se sont vite rendus à l'évidence qu'il n'était pas envisageable de supprimer la chimie à Toulouse. Après avoir influé à merveille sur l'implantation d'une centrale nucléaire dans le Tarn-et-Garonne, le journal, porte-parole des pouvoirs économique et politique a pleinement assumé son rôle dans l'explosion d'AZF : rassurer pour mieux gérer, diviser pour mieux régner. Avec le système des éditions locales,

l'information est diffusée de manière sélective. Hier (encore aujourd'hui) les lecteurs de Toulouse ne savaient pas grand chose sur ce qui se passait à Golfech, réduisant ainsi l'implantation de la centrale à un problème Tarn -et- Garonnais. Après AZF, le même constat, les lecteurs de Foix, de Rodez... n'ont pas connaissance de l'édition toulousaine, de l'actualité et des prises de position à propos de la réouverture du site chimique.

En ne posant pas les problèmes de fond, La Dépêche contribue à l'heure actuelle au bon redémarrage de la bombe chimique à Toulouse. Après l'expérience d'AZF, le journal saura-t-il participer efficacement à la gestion pacifiée d'un accident majeur à Golfech s'il se produit ?

C'est l'existence même de ces usines, Snpe, Golfech... leur production, que nous mettons en cause. Ni délocalisation, ni bidouillages sécuritaires, ni conditions préalables au redémarrage, nous exigeons leur fermeture définitive, leur dépollution, leur reconversion socialement utile et la prise en charge des revenus des anciens salariés.

C'est donc bien d'un vieux débat de fond crucial et toujours présent dont il s'agit : la transformation de ce vieux monde et non pas son aménagement... Car la clique au pouvoir, les gestionnaires ne nous laissent que peu d'option pour s'opposer à leur logique de mort. Le résultat des prochaines élections ne changera rien.

Les orientations politiques gouvernementales de ces dernières années sont évidentes. Elles nous conduisent droit dans le mur par tous les chemins empruntés. Les technocrates au pouvoir, les nucléocrates nous enfoncent dans un monde sans avenir ponctué de nouvelles catastrophes et de guerres. Les orientations économiques, la politique de défense, la politique énergétique... axées sur la pérennisation de la dissuasion atomique et sur le renouvellement du nucléaire "civil" électrogène sont de nouveaux crimes contre l'humanité qui resteront impunis.

**F**ace au profit, à la raison d'État, à la démocratie bafouée nous n'avons que notre humanité et notre solidarité active à opposer, une résistance avec réflexion, force et détermination. Initiative et bon sens populaire, c'est dans la rue, ici et ailleurs, massivement, que se gagnera la fermeture définitive des usines de mort et le respect de la vie.

**COLLECTIF LA ROTONDE**

**c/o CRAS BP 492 31010 Toulouse cedex 06**